

Comité exécutif

Projet de procès-verbal

Mercredi, 31 janvier 2024 (14:45 – 16:30 CET)

Copa Cogeca (Salle de réunion A), Rue de Trèves 61, 1040 Bruxelles

Interprétation en EN, ES, FR

Mot de bienvenue de la Présidente, Yobana Bermúdez

Cliquez [ici](#) pour accéder à la présentation de la Présidente.

Adoption de l'ordre du jour et du procès-verbal de la dernière réunion (30.11.23) : adopté

Points d'action de la dernière réunion

- **État d'avancement des décisions prises lors de la dernière réunion - information**
- Composition de l'Assemblée Générale :
 - Lors de la prochaine réunion, le Secrétariat fournira une vue d'ensemble de la composition des membres, y compris la répartition entre les différentes catégories de la chaîne d'approvisionnement
 - Point de l'ordre du jour prévu pour cette réunion
- Finances :
 - Le Responsable des Finances consultera différentes banques en Belgique sur la possibilité d'investir environ la moitié des réserves accumulées d'une manière qui ne prenne pas de risque, par exemple sur un compte d'épargne
 - Note d'information préparée par le Responsable des Finances et envoyée à la Direction Générale
 - Point de l'ordre du jour prévu pour cette réunion
- Organisation des réunions :
 - Pour l'année 8 (2023-2024), l'organisation des réunions et le calendrier doivent être maintenus comme prévu dans le programme de travail annuel
 - Pour l'année 9 (2024-2025), lors de la préparation du programme de travail annuel, le Secrétariat doit envisager la possibilité d'introduire une réunion hybride à titre d'essai
 - En cours
- Divers :
 - Consultation par procédure écrite des trois Groupes de Travail concernant l'avant-projet d'avis commun avec le CCRUP sur la prolifération des espèces d'algues invasives dans les régions ultrapériphériques



- Le Secrétariat préparera et distribuera un document écrit avec les points de discussion suggérés pour la table ronde avec le Commissaire Sinkevičius
 - Procédures écrites des GT : 5-20 décembre 2023 & 5-19 janvier 2024
 - Points de discussion pour la table ronde diffusés : 6 décembre 2023

Groupes de Travail

- **Rapport de Julien Lamothe, Président du Groupe de Travail 1**

Julien Lamothe (EAPO) a informé le Comité Exécutif que, lors de la réunion du 31 janvier 2024 du Groupe de Travail 1 :

- Les membres ont échangé avec un représentant de la DG MARE sur le projet « Pêcheurs du futur ». Les membres ont convenu, lors de la prochaine réunion en avril 2024, de programmer un échange de vues sur l'enquête diffusée par le consultant de la Commission, et de potentiellement rédiger un avis sur les informations manquantes et les lacunes en matière de connaissances dans le projet.
- Les représentants de la DG MARE ont informé les membres de la réunion du Groupe de Travail d'Experts du CSTEP sur la validation des indicateurs de durabilité sélectionnés et des méthodologies sous-jacentes, qui s'est déroulée entre le 11 et le 15 décembre 2023. M. Lamothe a proposé aux membres d'inviter le Président du Groupe de Travail d'Experts à la prochaine réunion en avril 2024 pour présenter les résultats du rapport sur les indicateurs de durabilité. Il a également exprimé son intérêt pour faire le point sur les outils qui existent déjà pour valider les indicateurs et a proposé d'ajouter ce point à l'ordre du jour de la réunion d'avril 2024.
- Les membres ont échangé avec un représentant de la DG MARE sur le programme de travail 2024 de l'EUMOFA. Les membres ont convenu de reporter la finalisation du projet d'avis sur le sujet à la prochaine réunion d'avril 2024. M. Lamothe a encouragé les membres à partager toute information pertinente sur le sujet avant la prochaine réunion.
- Suite aux discussions et aux contributions de plusieurs membres, le projet final d'avis sur les Termes de Référence de l'édition 2024 du Rapport Économique Annuel sur la Flotte de Pêche de l'UE a été présenté lors de la réunion du Groupe de Travail. Les membres ont convenu de soumettre cet avis à l'approbation du Comité Exécutif.
- Suite à des discussions approfondies entre les membres, le projet d'avis sur les effets attendus du Plan d'action pour le milieu marin de la Commission sur l'approvisionnement du marché de l'UE n'a pas été finalisé lors de la réunion du Groupe de Travail. Afin de permettre à Oceana (et aux autres membres intéressés) d'inclure leurs commentaires dans le projet, le Secrétaire Général a proposé de procéder à une procédure écrite urgente et de soumettre le projet au Comité Exécutif dès que possible.
- Suite aux discussions et aux contributions de plusieurs membres, le projet d'avis sur la transition énergétique dans les pêches et l'aquaculture de l'UE a été présenté lors de la réunion du Groupe



de Travail. Les membres ne sont pas parvenus à un consensus sur le projet. Le Secrétaire Général a proposé de préparer une procédure écrite et de reconsidérer le projet lors de la prochaine réunion en avril 2024.

Le Comité Exécutif a approuvé l'avis sur les « Termes de Référence de l'édition 2024 du Rapport Économique Annuel sur la Flotte de Pêche de l'UE ».

- **Rapport de Pierre Commère, Président du Groupe de Travail 2**

Pierre Commère (AIPCE) a informé le Comité Exécutif que, lors de la réunion du 30 janvier 2024 du Groupe de Travail 2 :

- Les représentants de la DG MARE ont informé les membres sur divers accords de libre-échange et instruments de politique commerciale (en particulier : la Thaïlande, l'Espace économique européen, le Mercosur et le Maroc). Des mises à jour sur le Schéma de préférences généralisées de l'UE et le rapport 2023 de la DG TRADE sur la Mise en œuvre et l'Application ont également été fournies.
- Suite aux discussions et aux contributions de plusieurs membres, le projet final d'avis sur la négociation de l'Accord de libre-échange entre l'UE et la Thaïlande a été présenté à la réunion du Groupe de Travail. Les membres ont convenu de soumettre cet avis à l'approbation du Comité Exécutif.
- Une présentation par Ecorys d'une étude sur les risques et les vulnérabilités dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire de l'UE a été reportée à la prochaine réunion d'avril 2024.
- Les membres ont reçu une mise à jour d'un représentant de la DG MARE sur les modifications apportées au Règlement INN, en particulier au Système de Documentation des Captures, qui ont eu lieu dans le cadre de la révision législative du système de contrôle des pêches. M. Commère a souligné l'importance de s'assurer que les opérateurs de la pêche sont conscients des changements qui les attendent.
- Une présentation par un représentant de la Commission sur la Réserve de talents de l'UE et d'autres nouvelles mesures sur les compétences et les talents pour aider à faire face aux pénuries de main-d'œuvre a été reportée à la prochaine réunion en avril 2024.

Le Comité Exécutif a approuvé l'avis sur « la négociation de l'accord de libre-échange entre l'UE et la Thaïlande ».

- **Rapport du Secrétaire Général (au nom de Benoît Thomassen, Président du Groupe de Travail 3)**

Le Secrétaire Général a informé le Comité Exécutif que, lors de la réunion du 30 janvier 2024 du Groupe de Travail 3 :



- Les membres ont échangé avec les représentants de la DG SANTE sur les initiatives récentes en matière de fraude alimentaire et se sont vu présenter « GoldFish », une action coordonnée de l'UE sur le poids réduit des produits de la pêche. Le Groupe de Travail a décidé de ne pas rédiger d'avis sur le sujet pour le moment. Les membres ont convenu d'inviter les représentants de la DG SANTE à la prochaine réunion en avril 2024.
- Les membres ont échangé avec un représentant de la DG GROW sur la cocréation d'une voie de transition pour un écosystème agroalimentaire plus résilient, durable et numérique. Le Groupe de Travail a convenu d'inviter à nouveau le représentant de la Commission une fois que le rapport de la DG GROW sur le sujet aura été publié et a décidé de ne pas rédiger d'avis sur le sujet pour le moment.
- Suite aux discussions et aux contributions de plusieurs membres, le projet d'avis actualisé sur la campagne « Taste the Ocean » et d'autres campagnes potentielles de sensibilisation aux produits de la pêche et de l'aquaculture dans l'UE a été présenté lors de la réunion du Groupe de Travail. Les membres ont convenu de soumettre cet avis au Comité Exécutif pour approbation.
- Suite aux discussions et aux contributions de plusieurs membres, le projet final d'avis sur les objectifs au niveau de l'UE pour la réduction des déchets alimentaires et les bonnes pratiques sur le marché de la pêche et de l'aquaculture a été présenté lors de la réunion du Groupe de Travail. Un point restant en suspens dans le projet de texte, le Secrétaire Général a proposé de consulter de manière informelle les membres intéressés et de procéder à une procédure écrite urgente par la suite.
- Les membres ont été informés de la création d'un Groupe de Réflexion conjoint MAC/AAC sur l'information des consommateurs dans le secteur HoReCa. Le Secrétaire Général a expliqué que les Termes de Référence ont été distribués à tous les membres. Plusieurs membres ont exprimé leur intérêt à rejoindre le Groupe de Réflexion. Le Secrétaire Général a indiqué qu'un sondage serait distribué aux membres pour qu'ils indiquent leurs disponibilités pour les réunions.
- Jarek Zieliński (PFPA) a présenté l'état d'avancement de la procédure législative autour du raidissement dans la section "Divers" de la réunion. Un représentant de la Commission a déclaré qu'une réponse à la lettre du MAC sur la question était en cours de finalisation.

Le Comité Exécutif a approuvé l'avis sur « la campagne « Taste the Ocean » et d'autres campagnes potentielles de sensibilisation aux produits de la pêche et de l'aquaculture dans l'UE ».

Composition de l'Assemblée Générale

- **Vue d'ensemble de la composition des membres, y compris la répartition entre les différentes catégories de la chaîne de valeur, par Pedro Reis Santos, Secrétaire Général**

Le Secrétaire Général a donné un aperçu de la composition et de la répartition géographique des membres du MAC. Il indique que le MAC compte 69 membres issus de 12 États membres, l'Espagne et la France ayant la plus forte proportion de membres, et souligne que le nombre de membres belges



est faussé en raison de l'enregistrement de plusieurs organisations membres à Bruxelles. M. Reis Santos a indiqué que c'est dans les pays baltes et les Balkans que le nombre de membres est le plus faible.

En ce qui concerne la répartition des intérêts, M. Reis Santos a souligné que sept des 69 membres sont classés comme « autres groupes d'intérêt ». Six d'entre eux font partie du Comité Exécutif. Il a expliqué que, dans l'idéal, le Comité Exécutif devrait comprendre dix membres de cette catégorie. M. Reis Santos a également souligné que les 62 membres restants appartiennent à la catégorie « chaîne de valeur », qui se subdivise en producteurs primaires (41 membres), transformateurs/négociants/fournisseurs (18 membres), détaillants (2 membres) et syndicats (1 membre).

- **Échange de points de vue**

Christine Absil (Good Fish) a demandé si le Secrétaire Général avait pris contact avec d'autres ONG et a souligné qu'elle pensait que la Fondation PEW avait manifesté son intérêt pour une candidature.

Le Secrétaire Général a expliqué qu'il avait eu plusieurs réunions avec des représentants de la Fondation PEW, mais qu'il n'avait pas encore reçu confirmation de leur intérêt à poser leur candidature. M. Reis Santos a indiqué que, compte tenu de ses domaines d'activité, Nature Conservancy pourrait également être un membre pertinent, mais que les contacts avec ses représentants n'avaient pas abouti à une candidature. Il a également évoqué les difficultés qu'il rencontrait pour obtenir des engagements de la part des ONG, précisant que celles-ci manquaient de capacités ou se concentraient sur des questions non liées au marché, telles que la pollution par les plastiques ou les possibilités de pêche.

Bruno Guillaumie (EMPA) a indiqué que, sur la base de la récente révision du Règlement délégué de la Commission (UE) établissant des règles détaillées sur le fonctionnement des Conseils Consultatifs dans le cadre de la Politique commune de la pêche, il ne pensait pas que le Marine Stewardship Council (MSC) devrait être inclus dans la catégorie « autres groupes d'intérêt ». M. Guillaumie a fait valoir que la représentation des membres favorisait la production marine par rapport à la production d'élevage, et qu'une plus grande représentation de l'aquaculture était nécessaire au sein du MAC pour s'aligner sur les tendances générales du marché de l'UE. M. Guillaumie a également souligné que trop peu de distributeurs sont membres du MAC et que les organisations HoReCa devraient être invitées à s'y joindre. Parmi les « autres groupes d'intérêt », il devrait également y avoir des organisations représentant les intérêts des consommateurs. Il a invité les autres membres à contacter les ONG locales et à encourager leur candidature. En conclusion de son intervention, M. Guillaumie a indiqué qu'il prenait sa retraite et que cette réunion serait l'une des dernières auxquelles il participerait.

Le Secrétaire Général a déclaré que le MSC est enregistré en tant qu'association caritative et que cela a été accepté par les membres du « autres groupes d'intérêts » comme faisant partie de leur collège. M. Reis Santos mentionne que, d'après ce qu'il a compris, lorsque le MAC a été établi, il y a eu un accord informel entre plusieurs associations majeures au niveau de l'UE selon lequel l'EMPA et la FEAP joindraient le MAC, tandis que les associations d'aquaculture nationales et locales se



concentreraient sur le Conseil Consultatif de l'Aquaculture. Néanmoins, il a assisté aux réunions du Conseil Consultatif de l'Aquaculture en tant qu'observateur et a toujours exprimé la disponibilité de leurs candidatures potentielles au MAC. Récemment, il a encouragé HAPO, l'association grecque des producteurs aquacoles, à poser sa candidature. Il a également été contacté par l'APA, l'association portugaise des producteurs aquacoles, mais celle-ci semble manquer de moyens. En ce qui concerne les associations représentant les intérêts des consommateurs, le Secrétaire Général a indiqué qu'il avait contacté le BEUC, l'association européenne, et Test-Achats, l'association belge, mais que ces associations couvraient tous les produits du marché et n'étaient donc pas disponibles pour consacrer du temps spécifiquement aux produits de la pêche et de l'aquaculture. Il a reconnu qu'il pourrait être utile de contacter les associations du secteur HoReCa, même si des problèmes similaires peuvent être rencontrés.

La Présidente a remercié M. Guillaumie pour son dévouement au MAC et pour toutes les connaissances qu'il a partagées au sein du forum. La Présidente a réitéré les propos du Secrétaire Général sur l'augmentation du nombre de membres, en soulignant que les commentaires sur l'inclusion de l'HoReCa et des organisations de consommateurs avaient été pris en compte.

Christine Absil (Good Fish) a déclaré que le MSC ne se considérait pas comme un groupe d'intérêt dans le domaine de la pêche, mais plutôt comme un porteur de normes. Elle a reconnu que le MSC recevait des fonds de l'industrie de la pêche, mais a souligné qu'il ne s'agissait pas de la seule source de revenus de l'organisation. Mme Absil a informé le Comité Exécutif que l'Aquaculture Stewardship Council (ASC) pourrait être un groupe à contacter pour l'adhésion, étant donné qu'il a maintenant un bureau à Bruxelles.

Le Secrétaire Général a déclaré qu'il contacterait l'ASC au sujet de l'adhésion.

Quentin Marchais (ClientEarth) a déclaré que la participation des ONG locales poserait des problèmes de financement et de capacité, qui devraient faire l'objet d'une discussion plus approfondie avec la Commission européenne.

Le Secrétaire Général a souligné qu'à plusieurs reprises, les Secrétariats des Conseils Consultatifs ont attiré l'attention de la Commission européenne sur le manque de représentation des ONG, mais que ces efforts n'ont pas été très fructueux.

La Présidente a déclaré que des efforts supplémentaires seraient faits pour inviter des ONG locales et internationales ayant des bureaux en Europe.

Réerves financières

- **Présentation des opportunités d'investissement par Dawlat Bik, Responsable des Finances**

Le Responsable des Finances a indiqué qu'il avait contacté les banques ING, Belfius et KPG pour discuter des possibilités d'investissement. Il propose que le MAC investisse environ 100 000 euros dans un portefeuille qui équilibre les avantages et les risques et a déclaré qu'ING offrait les meilleures options. M. Bik a souligné que des périodes d'investissement de six ou douze mois pouvaient être



envisagées, mais il a conseillé aux membres de choisir l'option de six mois afin de garantir la flexibilité et la liquidité.

- **Échange de points de vue**

La Présidente a approuvé la proposition de M. Bik de placer 100 000 euros sur un compte d'épargne pendant six mois.

Bruno Guillaumie (EMPA) a exprimé son soutien à la proposition de six mois. M. Guillaumie a encouragé M. Bik à contacter des institutions financières dans toute l'UE, plutôt qu'uniquement en Belgique, en fournissant plusieurs exemples d'options d'investissement en France.

La Présidente a proposé de poursuivre la période d'investissement de six mois auprès d'ING, tandis que d'autres options à travers l'UE pourraient être envisagées pour la période suivante.

Journée européenne de la mer

- **Présentation de la proposition d'atelier commun avec les autres Conseils Consultatifs par Pedro Reis Santos, Secrétaire Général**

Le Secrétaire Général a présenté la proposition d'un atelier conjoint avec les autres Conseils Consultatifs lors de la Journée européenne de la mer (EMD) à Svendborg, au Danemark, les 30 et 31 mai 2024. Il a indiqué que la Commission organise chaque année la Journée européenne de la mer pour sensibiliser le public aux questions maritimes et océaniques et a expliqué que la DG MARE lance généralement un appel à candidatures pour des ateliers lors de cet événement. À l'initiative de la DG MARE, afin de sensibiliser au travail des Conseils Consultatifs, une place a été réservée pour un atelier conjoint des onze Conseils Consultatifs.

Les Conseils Consultatifs n'ont jamais bénéficié d'une place. Cependant, M. Reis Santos a souligné que cette année, une place a été réservée pour tous les Conseils Consultatifs confondus.

À la suite d'une série de réunions, les Secrétariats des onze Conseils Consultatifs se sont mis d'accord sur un événement intitulé "Pourquoi devriez-vous manger des produits de la pêche et de l'aquaculture ? Engagement des parties prenantes sur l'empreinte carbone, la nutrition, la sécurité alimentaire et la socio-économie". M. Reis Santos a indiqué que Mark Dickey-Collas pourrait assurer la modération. Il est prévu qu'un panel d'experts réponde aux questions sur les différents sujets mentionnés dans le titre de l'événement, avec des éléments interactifs prévus tout au long de l'événement. Les intervenants sont Ronan Cooney (BIM), Dr. Iodia Sain Luis, et Mariana Toussaint (FAO). M. Reis Santos a proposé de parrainer Mariana Toussaint (FAO) parce que le sujet qu'elle abordera est le plus pertinent pour le travail du MAC. M. Reis Santos informe qu'il assistera à l'EMD.

Le Secrétaire Général a souligné qu'en raison du peu de temps accordé par la DG MARE, les Secrétariats ont procédé à l'élaboration d'une proposition commune pour l'édition 2024. Néanmoins, selon la DG MARE, un créneau pour un atelier sera alloué dans toutes les éditions futures. Par conséquent, pour les prochaines éditions, il s'engagera davantage auprès des membres avant la soumission de la proposition.



- **Échange de points de vue**

Christine Absil (Good Fish) a exprimé son soutien à l'atelier, car il est pertinent de souligner le rôle des protéines bleues. Elle s'est interrogée sur l'aspect "engagement des parties prenantes" de l'événement.

Le Secrétaire Général a expliqué que, dans la partie introductive, le modérateur fournirait des informations sur la manière dont l'engagement des parties prenantes s'effectue par le biais des Conseils Consultatifs. À la fin de l'événement, les participants disposeront de 15 minutes pour donner leur avis sur l'amélioration de l'engagement des parties prenantes dans les thèmes abordés, en particulier par l'intermédiaire des Conseils Consultatifs.

Coordination du Conseil Inter-consultatif

- **Rapport sur les réunions suivantes :**

- **Table ronde avec le commissaire Sinkevičius (7 décembre 2023)**

La Présidente a rendu compte de la table ronde avec le Commissaire Sinkevičius, à laquelle elle-même et Mme Christine Absil, en tant que Vice-Présidente de l'OIG, ont participé. Elle a souligné que le Commissaire a présenté les prochaines ambitions de la Commission pour la pêche, en insistant sur l'importance de prendre en compte les aspects socio-économiques du secteur. Lors de la réunion, les représentants du MAC sont intervenus sur trois sujets : 1) les perturbations du marché causées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, 2) les données économiques de la pêche et de l'aquaculture, et 3) le Cadre pour un Système Alimentaire Durable.

- **Réunion des Secrétariats des Conseils Consultatifs (17 janvier 2024)**

Le Secrétaire Général a rendu compte d'une réunion de coordination tenue par les Secrétariats des Conseils Consultatifs le 17 janvier 2024. L'un des points discutés était les cotisations des membres et les contributions financières des États membres. Selon les discussions, aucun Conseil Consultatif n'a augmenté sa cotisation, alors que certains Conseils Consultatifs, y compris le MAC, ont encouragé les États membres à augmenter leurs contributions financières. Les Secrétariats ont également échangé leurs expériences concernant le passage à une approche forfaitaire pour les subventions de fonctionnement, ainsi que les questions de coordination.

Lors de la réunion, les Secrétariats ont évoqué les évaluations internes des résultats de la Politique Commune de la Pêche, ainsi que le rapport du Parlement européen sur la mise en œuvre de la Politique Commune de la Pêche. Dans le cas du MAC, un avis a été préparé sur le sujet, basé sur le questionnaire envoyé par le bureau du député Gabriel Mato, rapporteur du PE.

Les Secrétariats ont également discuté des réunions bilatérales en cours entre les Secrétariats et l'équipe de la DG MARE responsable des Conseils Consultatifs. Dans le cas du MAC, M. Reis a rencontré Mme Julia Rubeck, M. Vincent Guerre et M. Richard Croft, tandis que d'autres Secrétariats attendaient encore leurs réunions. En outre, lors d'une réunion inter-CC, la DG MARE a proposé de



présenter à son personnel, à l'heure du déjeuner, les avis des Conseils Consultatifs, mais, jusqu'à présent, seuls les Conseils Consultatifs ont été invités à le faire.

- **Préparation de la prochaine réunion des Conseils Inter-consultatifs (6 février 2024)**

Le Secrétaire Général a fait le point sur les préparatifs de la prochaine réunion des Conseils Inter-consultatifs, prévue le 6 février 2024 à Bruxelles. Il a indiqué que cinq représentants du MAC y participeraient : Yobana Bermúdez, Christine Absil, Julien Lamothe, Pierre Commère et lui-même. Le principal point à l'ordre du jour est un échange de points de vue avec Charlina Vitcheva (Directrice Générale de la DG MARE). M. Reis Santos a proposé de soulever, au nom du MAC, le Cadre du Système Alimentaire Durable, la proposition législative sur le travail forcé, et la proposition législative sur les allégations environnementales comme thèmes de l'échange avec Mme Vitcheva. L'après-midi, il y aurait un échange avec les unités responsables des contrôles de la pêche au sujet du nouveau Règlement sur le contrôle de la pêche. Les questions des membres sur ce sujet ont été collectées et rassemblées.

Paul Thomas (EAPO) a demandé s'il était possible de suivre la réunion en ligne et, dans l'affirmative, si le lien pouvait être partagé.

Le Secrétaire Général a indiqué que la DG MARE fournirait un lien pour les observateurs, qu'il distribuerait aux membres une fois qu'il l'aurait reçu.

Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM)

- **Rapport sur les réunions du MIAC (18 janvier 2024) et du MIACO (19-19 janvier 2024) par Pedro Reis Santos, Secrétaire Général**

Le Secrétaire Général a déclaré que tous les Conseils Consultatifs avaient été invités aux réunions MIAC et MIACO du CIEM. Il a souligné que ces deux réunions étaient axées sur la gestion de la pêche et que les thèmes abordés ne relevaient pas des domaines d'activité du MAC. M. Reis Santos a indiqué que le Conseil Consultatif de la mer Baltique avait rédigé un rapport de synthèse sur la réunion du MIAC et que le CIEM rédigerait un rapport de synthèse sur la réunion du MIACO, de sorte que ces rapports pourraient être diffusés s'ils intéressent les membres.

Divers

- **Collaboration avec le Conseil Consultatif des Régions Ultrapériphériques (CCRUP)**

Le Secrétaire Général a indiqué que les trois Groupes de Travail avaient approuvé, par procédure écrite, le projet d'avis commun sur la prolifération des algues envahissantes dans les Régions Ultrapériphériques.

Le Comité Exécutif a approuvé la prolifération des algues envahissantes dans les Régions Ultrapériphériques.



Résumé des points d'action

- Composition de l'Assemblée Générale
 - Le Secrétaire Général contactera les associations représentant les intérêts de l'HoReCa et des consommateurs, ainsi que les ONG, pour leur demander s'ils souhaitent devenir membres.
- Réserves financières
 - Le Responsable des Finances procédera à un investissement de 100.000 euros auprès d'ING pour une durée de six mois.
- Journée européenne de la mer
 - Le Secrétaire Général procédera à la co-organisation de l'atelier commun, y compris la couverture potentielle des coûts de participation de l'un des orateurs.

DRAFT



Liste des participants

Représentant	Organisation	Rôle
Amelie Laurent	Oceana	Membre
Anna Rokicka	Polish Association of Fish Processors (PSPR)	Observateur
Bruno Guillaumie	European Molluscs' Producers Association (EMPA)	Membre
Christine Absil	Good Fish	Membre
Dawlat Bik	Market Advisory Council (MAC)	Secrétariat
Felicidad Fernández Alonso	ANFACO-CECOPESCA	Membre
Gaëtane Le Breuil	European Fishmeal	Membre
Guus Pastoor	EU Fish Processors and Traders Association (AIPCE)	Membre
Janne Posti	Conxemar	Membre
Jean-Marie Robert	Les Pêcheurs de Bretagne	Membre
Julien Daudu	Environmental Justice Foundation (EJF)	Membre
Julien Lamothe	European Association of Fish Producers Organisations (EAPO)	Membre
Katarina Sipic	EU Fish Processors and Traders Association (AIPCE) / European Federation of National Organizations of Importers and Exporters of Fish (CEP)	Membre
Laure Guillevic	WWF	Membre
Massimo Bellavista	COPA COGECA	Membre
Maximilian Schwarz	Market Advisory Council (MAC)	Secrétariat
Paul Thomas	European Association of Fish Producers Organisations (EAPO)	Membre
Pedro Reis Santos	Market Advisory Council (MAC)	Secrétariat
Pierre Commère	EU Fish Processors and Traders Association (AIPCE)	Membre
Quentin Marchais	ClientEarth	Membre
Rosalie Tukker	Europêche	Membre
Vanya Vulperhorst	Oceana	Membre
Yobana Bermúdez	EU Fish Processors and Traders Association (AIPCE)	Président

